La Commune

A BAS LES REFORMES – A BAS MACRON ! VIVENT LES REVENDICATIONS QUI NOUS UNISSENT !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 67 – lundi 1er octobre 2018

« *La tyrannie des faibles et des bas est toujours plus répugnante que celle des fanatiques* » [1] - a noté un jour Léon Blum. Pour un peu, cette pensée pourrait avoir été inspirée par le Tyranneau de l'Elysée. Nous pourrions aussi résumer ainsi sa situation : « « *C'est l'histoire d'un homme qui tombe d'un immeuble de cinquante étages. Le mec, au fur et à mesure de sa chute, il se répète sans cesse pour se rassurer : jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien. Mais l'important n'est pas la chute, c'est l'atterrissage* ." [2] Le problème, dans notre cas de figure, vient de ce que « l'homme » entraîne tout l'immeuble dans sa chute et est entraîné dans sa chute par ce même immeuble, la 5 ème république, elle-même.

E. Macron et G. Collomb
(afp.com/ROBERT PRATTA)

Contenu

Que se passe-t-il donc?

La machine à réformer se grippe

L'Ouest terne et son shérif parallèle

Macron, le Président des 1%

Quel sens peut avoir la grève interpro du 9 octobre ?

A ce jour, l'indice de popularité du chef de l'Etat, tels que les sondages l'apprécient, poursuit sa chute. C'est la traduction chiffrée de l'isolement du Pouvoir. A ce propos, Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos fait remarquer *« En général, quand on tombe à moins de 30 % d'avis favorables dans les sondages, on ne remonte pas… »* [3]

Que se passe-t-il donc?

Au printemps, l'explosion ne s'est pas produite.

A la tête de la CGT, par-dessus la tête des militants, des syndiqués, des salariés, de concert avec les mélenchonistes (au moyen, notamment, de la Marée basse du 26 mai, aliénant l'indépendance de la CGT) tout a été fait pour empêcher ce que certains appellent « la convergence des luttes ».

La direction centrale de la CGT a poussé toujours davantage les manettes du « syndicalisme d'accompagnement ».

A la SNCF, une Intersyndicale de sommet a saboté la riposte des cheminots.

Voilà ce qui s'est passé au printemps.

La dérive vers le syndicalisme d'accompagnement, les entraves à la convergence de LA lutte sont pointées par des cheminots cégétistes qui ont eu le temps de prendre du recul sur ce qu'ils ont vécu pendant plus de 3 mois de grève perlée.

La machine à réformer se grippe

Mais, là où il n'y a pas eu « explosion », commence « l'implosion ». Une « implosion » qui a pris la forme de l'Affaire Benalla, grosse d'une crise du Pouvoir.

Le ministre de l'Intérieur s'en inquiète :

« …« Nous ne sommes pas nombreux à pouvoir encore lui parler *», a-t-il notamment déclaré selon des propos publiés par La Dépêche du Midi, et confirmés lundi* [24-09] *à l'AFP par un participant*. »(…) « Il finira par s'isoler»… » [4]

Les hautes sphères du grand Capital que Macron doit satisfaire peinent à dissiper le doute qui les étreint. Le journal d'intérêt patronal, ***Challenges***, en donne à sa façon un aperçu sans appel :

Emmanuel Macron est descendu de son petit nuage. Après l'euphorie du début d'année, il a dû faire face à une conjoncture bien plus maussade pour élaborer le budget de l'Etat 2019, présenté ce lundi 24 septembre. Résultat: son ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a beau se poser en "gardien du respect des engagements européens", il a dû revoir la belle copie qu'il avait adressée à Bruxelles au printemps. ***La prévision de croissance n'est plus que de 1,7% et le déficit remonte de 2,4% à 2,8% du PIB*** *(1,9% hors opération comptable exceptionnelle liée au CICE). Les ambitions pour le reste du quinquennat en*

prennent aussi un coup: alors que la France s'était engagée à dégager un excédent symbolique en 2022, elle prévoit désormais un déficit de 0,3%. Et encore, cet objectif semble très difficile à atteindre. [5]

Ce n'est pas tout :

« *Le gouvernement était censé annoncer, dès le printemps, des réformes de grande ampleur pour ramener le poids des dépenses publiques de 55,1% du PIB à 51,8% en 2022. Or, la déception est au rendez-vous sur ce point* . »

La mise en route du Plan de mise en pièces de la Fonction publique, avec, à la clé, la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires, semble marquer le pas :

« *L'exécutif avait promis monts et merveilles avec son programme* "**Action Publique 2022**". *[…]. La publication du rapport du* comité d'experts CAP 22 *, chargé de "challenger" les ministres, devait intervenir fin mars 2018. Puis elle n'a cessé d'être repoussée, avant d'être annulée, Matignon préférant égrener des mesures au fil de l'eau. […]. La tenue d'un "comité interministériel de la transformation publique" est désormais évoquée pour octobre et les ministres sont censés recevoir de nouvelles feuilles de route* »

La machine à réformer se grippe.

Adieu vaches, cochons, couvées !

Restent les cow-boys…

L'Ouest terne et son shérif parallèle

A la fin de la première séquence de l'Affaire Benalla, bien des commentateurs pensaient que les choses allaient se calmer. Il faut dire que les députés des Oppositions avaient usés de tout leur talent pour la circonscrire, pour qu'elle n'affecte pas Macron, mais cet aréopage qui lui sert de gouvernement.

Ces Oppositions, à commencer par ces députés qui parlent au nom de l'Insoumission, s'étaient ingéniées à défendre la Police nationale. La Police nationale ? Sainte institution que la France a héritée du Régime du maréchal Pétain, comme vient de le rappeler un documentaire de la chaîne France 3 la semaine dernière. Cette police qui, selon Mélenchon, défend nos couleurs …En particulier lors des manifestations.

Benalla finissait par être l'arbre cachant la forêt de matraques, la brebis teigneuse « infiltrant » les forces de l'Ordre.

Une question n'avait pas été posée **: pourquoi les forces de l' Ordre ont chargés des gens…qui ne manifestaient tout simplement pas et étaient très normalement à la terrasse d'un café-snack** . D'un côté, des gens qui sacraient « l'apéro militant », de l'autre, un jeune couple qui voulait manger un en-cas.

Finalement, Benalla s'en est pris au jeune couple qui a « manifesté »' par des gestes leur mécontentement après avoir été malmené par de vrais policiers. C'est la seule chose qu'ils aient « manifesté », ces deux consommateurs, jamais fichés, jamais condamnés ; un couple comme on en voit les samedis d'été sur cette Place de la Contrescarpe et alentours. Avec ou sans Benalla, cela sentait déjà la bavure à plein nez. [6]

Nous avons su que l'agression du jeune homme de la Contrescarpe avait été précédée de deux autres interpellations illicites et « musclées » de la part de Benalla.

Faute de devenir le fusible à Colomb, au Préfet de police puis à Macron, Benalla aura donc servi de fusible… à la Police nationale. Il devenait un vulgaire « trublion », pêchant par excès de zèle et port d'arme discutable. Ce faisant, ses agissements ont montré qu'un chargé de mission de l'Elysée pouvait se comporter comme un agent de police parallèle, qu'il pouvait même commander de hauts-gradés de cette « grande maison », que l'Elysée entendait se doter de sa propre police, apte à protéger ses propres nervis.

A ce stade, à tout le moins, cette Affaire a sérieusement grippé la révision constitutionnelle absolutiste de Macron.

Macron, le Président des 1%

« **Les 1% des français les plus riches ne concernent que 700 000 personnes »,** selonla Consultante Nathalie Cariou, auteur de l'ouvrage « *Osez devenir riche* »b (sic)**,** voilà qui donne une idée de l'assise réelle de Macron dans la population.

Selon cette Consultante en « intelligence financière » (sic), il faut toucher 7.350 euros net par mois et par personnes pour faire partie des « 1% de très riches » ou détenir un patrimoine de 1.800 000 € [7]

A cette tranche s'ajoutent les jeunes et moins jeunes loups qui veulent devenir riches et croient encore qu'ils vont y parvenir, parmi les rentiers, les managers, les Consultants. Ceux-là réalisent en même temps que les chimères de Macron butent sur les déficits, la Dette publique, la croissance qui fléchit et, surtout, sur **cette résistance au « changement » qui caractérise sans doute plus de 80% de la population.**

Macron a vendu du rêve aux plus riches et aux parvenus, dans le plus style d'un Guizot clamant : « *Français, enrichissez-vous* ». [8]

Quel sens peut avoir la grève interpro du 9 octobre ?

Dans ce contexte où le Pouvoir ne tient qu'à un fil, la journée de grève interpro du 9 octobre peut avoir un vrai sens.

Le compte rendu du Comité confédéral FO des 27/28 septembre le laisse penser. En voici quelques extraits : « *Le CCN appelle donc l'ensemble de ses organisations et adhérents, du public et du privé, actifs, chômeurs et retraités, à faire de cette journée une réussite et un point d'ancrage pour la construction du rapport de force afin de reconquérir l'augmentation des salaires et pensions, et de contrer la casse de nos conquêtes sociales annoncée notamment au travers des réformes de la Sécurité sociale et des retraites. FO s'engage résolument, irréductiblement, à combattre pour le maintien et le développement du modèle social, des acquis et des droits de tous les salariés, travailleurs économiquement dépendants, jeunes, chômeurs, actifs, retraités et pensionnés* »

« *Nous exigeons le maintien du régime d'assurance chômage sans étatisation et sans dégradation des droits des chômeurs. Le principe même d'une lettre de cadrage est inacceptable. Le gouvernement prétend réduire les confédérations au rôle de « hauts commissaires » à la destruction de l'assurance chômage* . »

« *Le CCN demande donc l'abrogation de la Loi « Nouveau pacte ferroviaire* » - FO s'est également prononcé pour le refus de la retraite par points.

Question : pourquoi l'Exécutif CGT ne dit pas la même chose, puisque la CGT a toujours fait corps depuis 1911 avec le système de retraite par répartition, un système ancré depuis 1945 pour que la retraite ne soit plus « la retraite des morts » ?

Qui ne voit pas que la retraite par point serait l'antichambre de la retraite par capitalisation et non, soit disant, un moyen d'y parer ?

La fin de la retraite par répartition programmée par Macron est-elle négociable ?

Peut-on transiger sur la réforme de l'assurance-chômage, les 1800 suppressions de poste dans l'Enseignement, le plan Action Publique anti-fonction publique, anti- services publics ? Peut-on dire autre chose que : RETRAIT – RETRAIT – RETRAIT ?

La défense des revendications vitales, pour les salaires et les effectifs et les conditions de travail, peut-elle se marier avec la « concertation » des réformes et un syndicalisme de « propositions » à l'ennemi des revendications?

Peut-on entériner la réforme SNCF et la convention collective qui tue le statut ?

De la clarté des réponses qui seront apportées à ces questions vitales dépendra sans doute en grande partie le succès de la journée du 9.

Nous en sommes sûrs : Une position commune claire et nette des organisations syndicales qui appellent au 9 octobre pour le refus en bloc et en détail des réformes, pour leur retrait et leur abrogation, porterait un nouveau coup à Macron, dans la situation présente où il se débat.

A SUIVRE …

Lundi 1er octobre 2018

1 Cité par Jean Lacouture, biographe de Léon Blum – (Jean Lacouture – ***Léon Blum***- Seuil, collection Histoire, 1977. Page 449.)

2 https://fr.wikiquote.org/wiki/La_Haine

3 https://www.lemonde.fr/politique/article/2018/09/29/emmanuel-macron-fait-son-mea-culpa…

4 https://www.lexpress.fr/actualite/politique/collomb-critique-a-nouveau-l-isolement-de-macron….

5 https://www.challenges.fr/economie/budget-2019-la-deception-macron-sur-les-depenses-publiques…

6 https://actu.orange.fr/france/affaire-benalle-le-couple-de-la-contrescarpe-temoigne…

7 http://www.atlantico.fr/decryptage/qu-faut-gagner-pour-etre-dans-1-francais-plus-riches...

8 François Guizot – ((1787 - 1874) « *« Enrichissez-vous par le travail, par l'épargne et la probité »* . »

Ministre de Louis Philippe - https://www.herodote.net/Francois_Guizot_1787_1874_-synthese-435.php

---

Modifié le lundi 01 octobre 2018

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo

Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires … Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masse … la fin de régime... »

« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... »

Nous sommes en guerre … contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... »

Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés p une grande majorité... »

PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... »

Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... »